



PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement, de
l'aménagement et du logement

Unité Territoriale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Affaire suivie par :

Jérôme VANMACKELBERG

Tél : 03 20 40 55 50

Fax : 03 20 40 54 67

jerome.vanmackelberg@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT POUR PRÉSENTATION AU CODERST

Lille, le 26 NOV. 2015

REF : Transmissions DiPP – BICPE du 15 janvier 2015 et du 11 août 2015

Rapport de l'inspection de l'environnement du 09 avril 2015

N°S3IC : 70.01213

Type d'établissement : Autorisation – en fonctionnement

- **Raison sociale** : MONS ENERGIE
- **Adresse du siège social** : 1 rue de Normandie 59370 MONS EN BAROEUL
- **Nom de l'établissement** : MONS ENERGIE
- **Adresse de l'établissement** : 1 rue de Normandie 59370 MONS EN BAROEUL
- **Activité** : Chaufferie collective
- **Inspecteur de l'environnement** : Jérôme VANMACKELBERG
- **Objet du rapport** : Dossier de porter à connaissance – construction d'une chaufferie biomasse
Demande de dérogation aux valeurs limites d'émission en application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931

Sommaire du rapport

1. Objet de la demande
2. Présentation de l'établissement
3. Présentation du dossier du demandeur
4. Proposition de l'inspection de l'environnement
5. Conclusion et suites administratives

Annexe

1. Plan d'implantation
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1. Objet de la demande

Le dossier concerne la construction d'une nouvelle chaufferie biomasse au sein de la chaufferie urbaine de Mons-en-Baroeul, exploitée par la société MONS ENERGIE. La chaufferie sera constituée d'un bâtiment pyramidal d'environ 32 m X 32 m et de 23 m de hauteur dans lequel seront placées 2 chaudières biomasses de puissance respective de 4,66 et 7 MW PCI. Un bâtiment adjacent d'environ 25 m X 21 m et 7 m de hauteur sera destiné au stockage de la biomasse.

En application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet par dossier déposé en janvier 2015 complété le 31 mars 2015 la nature des modifications envisagées sur son site. Un rapport de l'inspection de l'environnement du 09 avril 2015 précise qu'au regard des données communiquées par l'exploitant, ces modifications peuvent être considérées comme non substantielles. Il apparaît toutefois nécessaire d'encadrer le fonctionnement de l'installation par de nouvelles prescriptions.

Par ailleurs, l'exploitant a sollicité par courrier du 30 décembre 2013 une demande de dérogation à certaines valeurs limites de rejet dans le cadre de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 pour les deux chaudières pouvant fonctionner au fioul lourd. En réponse aux remarques formulées par l'inspection de l'environnement, l'exploitant a communiqué les données venant étayer sa demande le 27 juillet 2015.

Le présent rapport propose les suites à donner au dossier de porter à connaissance relatif à la mise en service d'une nouvelle chaufferie biomasse ainsi qu'à la demande de dérogation aux valeurs limites d'émission pour les poussières et les NOx de façon à conserver les valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 2007.

2. Présentation de l'établissement

2.1. Présentation du demandeur

La société MONS ENERGIE est une filiale à 100 % du groupe DALKIA (pôle service du groupe EDF). Elle a été créée spécifiquement pour assurer la production et la distribution de chaleur sur la commune de Mons-en-Baroeul.

La société DALKIA, leader français des services énergétiques, compte 52 700 collaborateurs dans 40 pays dont 14 000 en France.

Elle gère aujourd'hui :

- 887 réseaux urbains et locaux de chaleur et de froid,
- 119 600 installations énergétiques,
- 1 244 installations de cogénération.

2.2. Caractéristiques du site de Mons-en-Baroeul

La chaufferie exploitée par MONS ENERGIE alimente le réseau de chaleur de la ville de Mons-en-Baroeul qui se compose de 46 sous-stations. L'eau du réseau assure le chauffage collectif ainsi que la fourniture d'eau chaude sanitaire pour les abonnées du réseau.

La production de chaleur est assurée à partir :

- d'une chaufferie de 62 MW PCI, composée de 4 chaudières :

	Chaudière n°1 Générateur G1	Chaudière n°2 Générateur G2	Chaudière n°3 Générateur G3	Chaudière n°4 Générateur G4
Combustible utilisé	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel / fioul lourd	Gaz naturel / fioul lourd
Puissance thermique combustible (MW PCI)	9,45	19,45	18,33	14,78
Date de mise en service	2003	2004	2004	2003

Le site est alimenté au gaz naturel par le réseau public et dispose de 3 cuves enterrées double peau de 120 m³ pour le stockage du fioul TTBTS ;

- d'une centrale de cogénération de 17,18 MW PCI composée de 2 moteurs de 7,58 et 9,6 MW PCI. La chaleur et l'électricité générées sont revendues à EDF. La centrale fonctionne au gaz naturel.

Dans un contexte de développement d'écocourtier dans le quartier du Nouveau Mons, de mutation du marché de l'énergie en France et afin d'introduire dans le mix énergétique de la chaufferie une part d'énergie renouvelable permettant aux abonnées un accès à un taux de TVA à 5,5 % au lieu de 20 %, la société MONS ENERGIE envisage la construction d'une chaufferie biomasse sur une parcelle voisine du site actuel.

Cette chaufferie sera composée de 2 chaudières biomasse de puissance respective 4,66 et 7,00 MW PCI. Un stockage de biomasse en fosse enterrée de 1 100 m³ assurera l'alimentation en combustible.

Les outils de production du site seront mis en service pour assurer la production de chaleur appelée par le réseau selon l'ordre de priorité suivant :

- priorité 1 : chaleur fatale de la centrale de cogénération,
- priorité 2 : chaleur produite par la chaufferie biomasse,
- priorité 3 : chaleur produite par la chaufferie mixte en mode gaz naturel,
- priorité 4 : chaleur produite par la chaufferie mixte en mode fioul lourd.

La centrale de cogénération fonctionnera quant à elle selon les 2 scénarii suivants :

- scénario 1 : fonctionnement d'un seul moteur en continu sur la période allant du 1^{er} novembre au 31 mars,
- scénario 2 : fonctionnement d'un moteur en continu sur la période allant du 1^{er} novembre au 31 mars et d'un moteur en discontinu en fonction des besoins sur le marché de l'électricité, principalement en période hivernale.

Le tableau suivant présente la quantité d'énergie annuelle consommée par la chaufferie selon ces 2 scénarii :

	Quantité d'énergie consommée en MWH PCI annuels	
Installations	Scénario 1	Scénario 2
Chaufferie mode gaz	18 100	12 800
Chaufferie mode fioul lourd	4 400	440
Chaufferie biomasse	43 500	43 500
Centrale de cogénération gaz	34 100	54 560

2.3. Classement

L'exploitation de la chaufferie de Mons-en-Baroeul est autorisée par un arrêté préfectoral du 11 juin 2007 pour une puissance totale de 81,21 MW PCI.

Les modifications envisagées consistent à ajouter 2 chaudières biomasse pour une puissance totale supplémentaire de 11,66 MW. Les combustibles utilisés correspondront à de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) ou au b)v) de la définition de la biomasse et à de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'Environnement. L'installation relèvera en conséquence uniquement de la rubrique 2910-A.

En ce qui concerne la puissance de l'installation, le site est équipé depuis 2010 d'un dispositif de limitation, qui, par l'intermédiaire de plusieurs compteurs de calories et d'un automate, garantit que l'installation ne pourra jamais consommer plus de 50 MW PCI. La puissance retenue pour le site de Mons-en-Baroeul étant inférieure à 50 MW, l'établissement ne relève pas de la directive IED (rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées).

Dans le cadre de la mise en service de la chaufferie biomasse, MONS ENERGIE propose de maintenir ce système de limitation de la puissance appelée. A la demande de l'inspection de l'environnement, ce système sera adapté et fonctionnera selon un système de verrouillage des équipements sur le principe « tout ou rien ». Cette fonctionnalité sera gérée par un automate validé et vérifié par un bureau de contrôle.

Les activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 et la mise à jour du classement administratif du site intégrant la chaufferie biomasse et le dispositif de limitation de puissance sont reprises dans le tableau ci-après :

N° rubrique	Intitulé	AP du 11/06/07	Situation projetée
2910-A	Installation de combustion	<ul style="list-style-type: none"> - Chaufferie composée de 4 chaudières - Centrale de cogénération composée de 2 moteurs <p style="text-align: center;">Puissance totale de l'installation 81,21 MW</p> <p style="text-align: center;">Autorisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Chaufferie composée de 4 chaudières + 2 chaudières biomasse - Centrale de cogénération composée de 2 moteurs - 1 groupe électrogène de 0,3 MW PCI <p>Puissance thermique cumulée : 91,14 MW PCI</p> <p style="text-align: center;">Puissance thermique nominale de l'installation ; 49,9 MW limitée par un dispositif de verrouillage des équipements Autorisation</p>
1532-3	Stockage de bois	Non classé	<p>Stockage de 1 100 m³ de biomasse</p> <p style="text-align: center;">Déclaration</p>
4734-1c	Stockage de produits pétroliers	<p>3 cuves enterrées double enveloppe de fioul lourd de volume unitaire 120 m³</p> <p style="text-align: center;">Non classé (rubrique 1432)</p>	<p>3 cuves enterrées double enveloppe de fioul lourd de volume unitaire 120 m³</p> <p style="text-align: center;">Déclaration</p>
1181-1	Utilisation imprégnés d'appareils comprenant des PCB	<p>2 transformateurs électriques contenant des PCB/PCT</p> <p style="text-align: center;">Déclaration</p>	<p>Transformateurs démantelés</p> <p style="text-align: center;">Non classé</p>
2920-2b	Installation compression de	<p>6 compresseurs d'air pour une puissance totale de 60kW</p> <p style="text-align: center;">Déclaration</p>	<p style="text-align: center;">Non classé</p> <p>(évolution de la nomenclature)</p>

2.4. Le site d'implantation

Urbanisme

La chaufferie est implantée à l'Est de la commune de Mons-en-Baroeul, à proximité du Boulevard de l'Ouest. La superficie du site est de 6 000 m² environ. La chaufferie biomasse sera implantée sur une parcelle voisine d'environ 6 500 m².

La chaufferie est située en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole de Lille (zone Uba pour la chaufferie actuelle, zone Ubb pour la chaufferie biomasse). La zone UB du PLU est une « zone urbaine mixte de densité élevée, affectée à l'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales et industrielles, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain ».

Les établissements à usage d'activité « comportant ou non des installations classées pour la protection de l'environnement » sont autorisés sous réserve qu'ils satisfassent à la législation en vigueur.

Abords

L'environnement immédiat du site est constitué :

- au Nord : du Fort de Mons à 150 mètres, de la salle culturelle du Fort de Mons et d'un espace vert,
- à l'Est : de la rue Jules Ferry et du Boulevard de l'Est, où sont implantés des commerces et des bureaux ;
- à l'Ouest : des immeubles (tours America) du quartier du Nouveau Mons et la station de métro Fort de Mons ;
- au Sud : de la rue Jules Ferry, de bureaux et de la zone d'activité du Fort.

Le plan d'implantation du site est joint en annexe 1.

Servitudes

Le site se situe dans un périmètre de protection radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques et les obstacles. Des restrictions pourraient être émises quant à l'utilisation de certains appareils ou installations électriques et la hauteur des bâtiments limités lors de l'instruction du permis de construire.

Il se situe par ailleurs dans le périmètre de protection des monuments historiques, la chaufferie étant elle-même inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis le 17 mai 2001.

3. Présentation du dossier du demandeur

3.1. Synthèse de l'étude d'impact

3.1.1 Eau

Alimentation

La chaufferie est alimentée en eau potable par le réseau public. Le niveau de consommation est de l'ordre de 700 m³/an. L'eau est utilisée pour :

- la production d'eau adoucie pour le remplissage du réseau et des chaudières lors de la remise en service des installations après travaux par exemple,
- le nettoyage des installations,
- les sanitaires

La consommation d'eau augmentera suite à la mise en service de la chaufferie biomasse. Les nouveaux besoins pour le nettoyage des équipements et le refroidissement des cendres est estimé à 300 m³/an. Cette augmentation de consommation apparaît toutefois limitée (moins de 1 m³/j).

Collecte et rejet

Le site actuel est équipé d'un réseau séparatif, évacuant les eaux usées et les eaux pluviales de voiries et de toiture vers le réseau public. La société MONS ENERGIE dispose d'une autorisation de déversement dans le réseau. Les eaux sont traitées par la station d'épuration de Marquette-lez-Lille dont l'exutoire est le canal de Roubaix avant rejet dans la Deûle.

La chaufferie biomasse disposera d'un réseau séparatif. Une noue permettra d'infilttrer en partie les eaux pluviales. L'excédent sera évacué au réseau d'assainissement à un débit de fuite forfaitaire de 4 l/s (débit défini par le PLU pour des extensions de surface imperméabilisée supérieures à 400 m² mais inférieures à 2 ha).

Les valeurs limites de rejet seront celles fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2013. Elles sont inférieures à celles actuellement autorisées par l'arrêté préfectoral réglementant le site.

Les eaux pluviales de voiries sont traitées par 2 séparateurs d'hydrocarbures. La zone de dépotage du fioul lourd est raccordée à l'un de ces ouvrages et est équipée d'une vanne de barrage pour éviter tout rejet accidentel dans les réseaux d'eaux.

Comparaisons au SDAGE

Le projet est compatible avec le SDAGE Artois Picardie pour la période 2010-2015. Les mesures concernées sont notamment :

- l'infiltération d'eau afin de limiter les rejets vers la station d'épuration urbaine,

- le traitement des rejets par des séparateurs d'hydrocarbures.

Elles permettent de :

- réduire les apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux,
- maîtriser les rejets par temps de pluie,
- limiter le ruissellement.

Le SAGE est en cours d'élaboration.

3.1.2 Air

Caractéristiques du site et normes de rejet

Les rejets atmosphériques proviennent actuellement de la chaufferie mixte et de la centrale de cogénération. Les rejets se font par l'intermédiaire d'une cheminée multi-conduits de 51 mètres de hauteur.

La chaufferie biomasse sera composée de 2 chaudières. Les rejets se feront par l'intermédiaire d'une seconde cheminée bi-conduits de 51 mètres. Cette hauteur est nettement supérieure à la hauteur minimale réglementaire (27,7 mètres).

Cette chaufferie sera équipée d'un dispositif de traitement des fumées (dépoussiéreur multicyclones et filtre finisseur)

L'ensemble des rejets (sauf cas dérogatoire abordé ci-après) respectera les valeurs limites d'émission définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2013 et applicables au 1^{er} janvier 2016.

Les niveaux de rejet autorisés pour la chaufferie biomasse seront inférieures à la réglementation nationale pour les paramètres :

- poussière : 20 mg/Nm³ pour 30 autorisés par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 ;
- SO₂ : 100 mg/Nm³ en moyenne annuelle pour 200 autorisés par l'arrêté ministériel du 26 août 2013.

Par ailleurs, les niveaux de rejet actuellement autorisés pour la centrale de cogénération par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 seront abaissés pour les paramètres poussière, NOx, SO₂, CO.

Les valeurs limites annuelles de flux ont été calculées en fonction des durées de fonctionnement de chaque équipement et selon les deux scénarios de fonctionnement envisagés. Les résultats (exprimés en t/an) sont repris dans le tableau ci-après :

	Flux actuels (AP du 11/06/07)	Flux futurs scénario 1	Flux futurs scénario 2
SO2	13,5	11,8 (-12,8%)	8,1 (-40,2%)
NOx	45,9	41,4 (-9,8%)	45,6 (-0,7%)
Poussières	10,51	2,9 (-72,2%)	2,9 (-72,2%)
CO	65,9	23,7 (-64,0%)	29,0 (-56,0%)

Les flux des rejets atmosphériques futurs seront ainsi inférieurs aux rejets actuels dans les deux scénarios envisagés.

La surveillance des substances est décrite dans le dossier. Elle sera imposée à l'exploitant telle que prévue dans l'arrêté ministériel du 26 août 2013.

Dispersion atmosphérique et surveillance environnementale

Dans le cadre du dossier de porter à connaissance, une simulation des rejets atmosphériques a été réalisée dans les conditions de rejets envisagées et réglementées par le projet d'arrêté.

La zone de retombées maximales est localisée à environ 1 200 mètres au Nord-Est de la chaufferie, en bordure de la zone industrielle de la Pilaterie. L'impact sanitaire des installations de MONS ENERGIE étudié dans le cadre du volet sanitaire de l'étude d'impact est considéré comme non significatif.

En complément de cette modélisation, une campagne de surveillance environnementale des rejets a été réalisée par l'exploitant en avril 2015 à la demande de l'inspection de l'environnement dans le cadre de l'instruction de la demande de dérogation aux valeurs limites de rejet dans le cas d'un fonctionnement de la chaufferie mixte au fuel lourd. Trois points de mesure (1 zone témoin, 1 sous les vents dominants et 1 sous les vents secondaires) ont été échantillonnés pendant une semaine, du 18 au 25 avril 2015. L'interprétation de l'état des milieux réalisée par la société KALIAIR montre que l'état des milieux potentiellement impacté par les émissions du site (passées et actuelles) n'est pas dégradé. Il est similaire à l'état de l'environnement local témoin où la dégradation n'est pas imputable aux installations pouvant fonctionner au fuel lourd.

Schémas et plans

L'existence du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) du Nord-Pas-de-Calais a été identifié ainsi que ses orientations. Le projet de la chaufferie de Mons-en-Baroeul s'inscrit dans la lignée du SRCAE qui « met l'accent en priorité sur l'alimentation des réseaux de chaleur alimentés par la biomasse qui permettent de limiter les émissions de poussières grâce à des systèmes de filtration efficaces ». Le projet de chaufferie biomasse participe par ailleurs au développement du bois énergie et des filières associées de valorisation qui constitue l'orientation ENR4 du schéma.

L'existence du Plan régional de Prévention de l'Atmosphère (PPA) a également été identifié. L'exploitation de la chaufferie de Mons-en-Baroeul sera conforme à ce plan. Les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral permettront notamment :

- de respecter les valeurs limites d'émission réglementaires,
- d'améliorer la connaissance des émissions par la déclaration GEREP (Gestion Electronique du Registre des Émissions Polluantes),
- d'améliorer la surveillance des émissions industrielles.

Dans l'esprit de l'arrêté interdépartemental du 27 octobre 2015 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant en région Nord Pas de Calais, il est proposé d'interdire à l'exploitant de faire fonctionner ses installations au fioul lourd en cas d'atteinte du seuil d'alerte (cf. article 9.1).

Demande de dérogation

Comme indiqué au chapitre 1 du présent rapport, la chaufferie mixte gaz naturel/fioul lourd a fait l'objet d'une demande de dérogation au titre de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 de façon à garder les valeurs limites d'émission définies dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 pour les paramètres poussières, SO₂ et NOx.

Pour les générateurs G3 et G4, l'article 3.2.3 du projet d'arrêté prévoit les valeurs limites d'émission suivantes (concentrations données en mg/Nm³). À titre d'information, les valeurs limites de l'arrêté d'autorisation du 11 juin 2007 et de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 pour ce type d'installation ont également été indiquées.

Paramètre	VLE du projet d'arrêté	VLE de l'AP du 11/06/07	VLE de l'AM du 26/08/13
Poussières	150	150	50
SOx	1000	1000	1700
NOx	800	800	550

Les valeurs limites proposées sont ainsi supérieures aux strictes valeurs d'émissions prévues par la réglementation nationale pour les paramètres poussières et NOx mais inférieures pour le paramètre SOx.

Afin d'évaluer le caractère acceptable de la demande, la DREAL a demandé à l'exploitant d'analyser l'impact de la mise en œuvre de la dérogation sur les émissions atmosphériques de son site. Cette analyse a été transmise en date du 27 juillet 2015.

L'impact chronique des rejets de SO₂, NO_x et poussières des installations pouvant fonctionner au fioul lourd a fait l'objet d'une campagne de surveillance comme évoqué précédemment.

Le tableau ci-après présente les résultats obtenus au niveau des zones n°1 et 2 en les comparant à ceux obtenus au niveau de la zone témoin (n°3).

Substance	Comparaison au témoin	
	Zone 1	Zone 2
PM ₁₀	11,3 %	-3,9 %
PM _{2,5}	-5,8 %	-15,1 %
SO ₂	-11,1 %	22,2 %
Antimoine	-51,1 %	-49,8 %
Arsenic	/	/
Cadmium	-89 %	-89,8 %
Chrome	15,9 %	-8,6 %
Cobalt	/	/
Cuivre	-31,1 %	-41,2 %
Manganèse	-20,2 %	-31,0 %
Nickel	-1,9 %	-13,6 %
Plomb	-46,7 %	-49,0 %
Sélénium	30,2 %	10,3 %
Vanadium	6,4 %	4,7 %
Zinc	-8,7 %	-25,6 %
Mercure	/	/
Benzo(a)pyrène	0 %	-5,4 %
Benzène	0 %	-6,6 %
Toluène	14,7 %	-17,3 %

Seul le sélénium est détecté dans des proportions significativement supérieures à celles de l'environnement local témoin. Le rapport de mesure des rejets en sortie de cheminée des chaudières mixtes fonctionnant au fioul lourd montre que ce paramètre est émis en très faible quantité (2,1 et 1,4 µg/m³). Par ailleurs, le nickel et vanadium, substances les plus émises en sortie de cheminée, ne sont pas présents en quantité significative et distinctive au niveau des points de mesure sous les vents dominants. On ne peut en déduire de corrélation lisible entre les émissions des chaudières et l'écart présenté ci-dessus pour le sélénium.

Pour les autres substances, l'état actuel ne présente pas de dégradation notable par rapport à l'environnement local témoin.

Dans ces conditions, l'Inspection estime que les éléments d'études du risque sanitaire transmis par l'exploitant conduisent à un risque acceptable des rejets gazeux de l'installation sur son environnement.

En application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013, l'Inspection propose en conséquence dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint :

- de maintenir les concentrations maximales de rejet en poussières, SO₂ et NOx de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 ;
- d'imposer des valeurs maximales de flux ;
- d'imposer l'arrêt du fonctionnement des installations G3 et G4 soit après 17 500 heures de fonctionnement soit au 31 décembre 2023 (premier terme échu). Au-delà, l'obtention d'une nouvelle autorisation sera nécessaire ;
- d'imposer la transmission annuelle du relevé du nombre d'heures de fonctionnement des chaudières G3 et G4.

3.1.3 Trafic

L'accès à la chaufferie s'effectue depuis la rue de Normandie. L'emprise du site sera modifiée avec la construction de la chaufferie biomasse mais l'accès restera inchangé.

L'approvisionnement en combustible biomasse entraînera un trafic de poids lourds estimé à 6 camions par jour ouvrable, 5 jours sur 7 (en période climatique froide). Les livraisons auront lieu entre 7h et 20h en semaine, et exceptionnellement le samedi matin entre 7 et 12h. L'évacuation des cendres représentera environ 4 camions par semaine.

La circulation des véhicules légers (10/jour) demeurera du même ordre de grandeur.

Le nombre de rotations totale est estimé en moyenne à 15 véhicules par jour, soit 30 trajets.

Le volume de circulation routière engendré par l'activité du site demeurera très limité et représentera de l'ordre de 0,1 % du trafic local (boulevard de l'Ouest).

	Circulation routière moyenne (en journalière)	Circulation générée par la chaufferie	Part de la circulation générée par la chaufferie
RD48 (Bvd de l'Ouest)	22 868	30	0,13 %
A22	102 000	30	0,03 %

3.1.4 Bruit

Les principales sources d'émissions sonores actuelles sont liées au fonctionnement :

- des ventilateurs des chaudières,
- des compresseurs d'air,
- des moteurs de la centrale de cogénération,
- des pompes du réseau de chaleur.

La nouvelle chaufferie biomasse sera à l'origine d'émissions sonores liées à :

- l'approvisionnement de la biomasse par camions,
- le convoyage de la biomasse pour l'alimentation des chaudières,
- les ventilateurs des chaudières et les pompes,

- les compresseurs d'air.

Plusieurs dispositions sont intégrées de manière à limiter les émissions des nouvelles installations :

- implantation au Nord-Est du site, en éloignement par rapport aux riverains,
- équipements neufs, performants et posés sur des massifs,
- stockage de la biomasse en bâtiment béton avec aire de déchargement à l'opposé des habitations,
- approvisionnement de la biomasse de jour uniquement,
- nombreux variateurs de fréquence des commandes moteur.

Le bruit ambiant de la zone d'étude provient essentiellement de la circulation automobile sur les axes routiers ceinturant la chaufferie. La zone à émergence réglementée la plus proche se situe à 70 mètres à l'Ouest (tours America).

Les dernières mesures de bruit réalisées sur site en mars 2015 (partiellement exploitables car des travaux sur site ont perturbé certaines mesures) concluent au respect des valeurs réglementaires en limite de propriété. L'émergence autorisée de nuit est dépassée au niveau des tours America (émergence mesurée à 5 dB pour 4 autorisée).

L'ensemble des mesures réalisées sur site pointe cependant le trafic routier comme bruit prépondérant, ce dernier déterminant les niveaux sonores.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à une simulation des émissions acoustiques de la chaufferie biomasse. Cette modélisation conclut à l'absence d'émergence significative en zone à émergence réglementée générée par la nouvelle chaufferie.

Afin de s'assurer du respect des valeurs réglementaires applicables à la chaufferie de Mons-en-Baroeul reprises au titre 7 du projet d'arrêté, il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne complète de mesures des émissions sonores du site dans les 6 mois suivant la mise en service de la chaufferie biomasse.

3.1.5 Déchets

Les déchets particuliers produits par l'établissement sont listés exhaustivement dans le dossier de porter à connaissance.

Les déchets générés par la chaufferie actuelle demeureront inchangés, ceux produits par la chaufferie biomasse seront essentiellement composés de cendres sous foyer (800 t/an), cendres volantes (400t/an) et suies (2t/an). Ces déchets seront stockés en bennes fermées ou big bag pour les suies et éliminés fréquemment (4 rotations par semaine).

Les filières d'élimination sont correctement identifiées et connues. Les modalités de gestion des déchets apparaissent satisfaisantes et n'appellent pas de commentaire particulier.

3.1.6 Impact sanitaire

Le volet sanitaire de l'étude d'impact comporte :

- un inventaire des sources de contamination existantes et des agents pouvant être émis dans l'environnement ;
- une description des populations environnantes et des risques d'exposition à ces sources de contamination ;
- une évaluation de l'exposition des populations ;
- une évaluation du risque sanitaire.

Il intègre les émissions de la nouvelle chaufferie biomasse.

Seul le milieu air permet une combinaison source/vecteur/cible et constitue en conséquence la seule voie d'exposition retenue :

- soit de façon directe par inhalation de substances inhalables,
- soit de façon indirecte par ingestion de substances particulières par l'intermédiaire du sol et des denrées alimentaires

Les niveaux d'exposition calculés au droit des points d'exposition maximale présentent un indice de risque inférieur à 1 pour tous les organes cibles étudiés (effets chroniques). De même, l'excès de risque individuel est inférieur à 10^{-5} (effets cancérogènes).

Les concentrations calculées au point de retombées maximales sont par ailleurs inférieures aux valeurs guides sanitaires.

L'impact sanitaire de l'installation dans sa configuration future est considéré en conclusion comme non significatif.

3.1.7. Faune, flore, paysage

Un inventaire faune-flore a été réalisé en mai 2012 sur la parcelle d'implantation de la chaufferie biomasse (espaces verts entretenus pour les promeneurs : gazon, sentiers, haies).

Il met en évidence la présence d'espèces banales et d'espèces ornementales plantées, issues de production horticole. Ces plantes sont « communes » à « très communes » et aucune espèce patrimoniale ou protégée n'est observée.

Concernant l'avifaune, 15 espèces d'oiseaux sont identifiées, dont 5 protégées. L'avifaune est toutefois évaluée comme « pauvre », le site étant utilisé comme « zone de nourrissage par des espèces banales de la région ».

Les potentialités écologiques de la parcelle sont donc jugées comme faibles et n'accueille probablement pas de faune ou de flore remarquable.

3.2 Synthèse de l'étude des dangers

Méthodologie

L'exploitant a étudié les phénomènes uniquement pour les nouveaux équipements (chaufferie biomasse et stockage de biomasse associé). L'exploitant a utilisé la méthode de l'analyse préliminaire des risques. Le groupe de travail était composé d'une personne de la société Dalkia et d'une personne de la société Kalies. L'étude reprend par ailleurs la synthèse des modélisations effectuées dans le cadre du précédent dossier de demande d'autorisation examinant les effets de potentiels accidents au niveau de la centrale de cogénération et de la chaufferie mixte.

Modélisation de phénomènes dangereux

L'étude des dangers réalisée par l'exploitant montre que le principal phénomène dangereux susceptible de se produire est l'incendie du stockage de biomasse associé à la nouvelle chaufferie.

Ce phénomène a fait l'objet d'une modélisation qui met en évidence le maintien de l'ensemble des zones d'effet thermiques dans l'enceinte de l'établissement.

Les moyens de prévention et de réduction des risques mis en œuvre afin de prévenir tout effet à l'extérieur résident essentiellement dans l'aménagement, la configuration du site et les dispositions constructives adoptées. Elles sont reprises dans le projet d'arrêté joint (titres 8 et 9).

Les principales concernent :

- l'implantation du bâtiment de stockage, étudiée de sorte que le stockage soit le plus éloigné possible des installations de combustion existantes,

- la réalisation des ouvertures pour l'alimentation de la fosse orientées à l'opposé des chaudières biomasse et à l'opposé du site par rapport aux habitations,
- le caractère enterré de la fosse de stockage,
- la mise en œuvre de dispositions constructives spécifiques (parois coupe feu REI120 sur toute la hauteur du stockage),
- la mise en place d'un système de détection incendie au niveau de la chaufferie biomasse et du sas d'introduction de la biomasse. Ce dispositif est par ailleurs de nature à prévenir toute propagation de l'incendie de la fosse vers la chaufferie et réciproquement.

Risque foudre

L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont été mises à jour en mars 2015, sur la base des études précédemment réalisées et d'une nouvelle visite sur site de la société Compagnie des paratonnerres Pouyet, certifiée Qualifoudre niveau 4.

La protection contre la foudre présente sur le site n'étant pas suffisante, l'étude technique décrit un programme d'actions visant à mettre en conformité le site avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Le projet d'arrêté en impose la réalisation. L'exploitant a par ailleurs transmis à l'inspection une déclaration de conformité de l'installation parafoudre du site aux normes en vigueur. Cette attestation a été délivrée par la société Pouyet.

Moyens d'intervention

Des extincteurs sont répartis à l'intérieur du site et dans les lieux présentant des risques spécifiques.

Le système d'alimentation en biomasse des chaudières disposera d'une sonde de température « trop élevée », qui commandera un système d'aspersion d'eau en cas d'élévation anormale de température.

Les besoins en eaux d'extinction ont été calculés selon le document technique D9 relatif à la défense extérieure contre l'incendie. Ils sont déterminés par l'incendie du stockage de biomasse et sont évalués à 60 m³/h.

Une borne à incendie est implantée rue de Normandie en face de l'établissement, à moins de 200 mètres de la chaufferie biomasse. Elle dispose d'un débit de 120 m³/h, suffisant au regard des besoins en eau.

A noter que le site dispose d'un plan d'intervention interne et d'une télésurveillance opérationnelle en permanence.

Confinement des eaux d'extinction

Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie du stockage de la biomasse sera réalisé gravitairement au sein de la fosse de stockage de biomasse. Une vanne de confinement équipera le réseau d'eaux pluviales à cet effet. Cette capacité de stockage (1 100 m³) apparaît suffisante au regard des besoins (139 m³).

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie de la chaufferie mixte seraient confinées dans une fosse bétonnée de 130 m³. La centrale de cogénération est quant à elle construite sur rétention (volume de 300 m³).

4. Proposition de l'inspection de l'environnement

L'examen du dossier de porter à connaissance déposé par la société MONS ENERGIE fait apparaître les constats suivants :

- Les modifications de l'installation exploitée par la société Mons Energie n'engendreront pas d'augmentation de capacité conduisant à un dépassement des seuils fixées par la directive dite IED ;
- Ces modifications n'induiront pas la création de nouvelles rubriques de classement soumises à autorisation, ni de modifications du régime de classement du site de Mons-en-Baroeul qui restera soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2910 ;
- Les rejets et nuisances générés par le projet envisagé par la société Mons Energie et examinés au cas par cas ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients au regard des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Les modifications envisagées sur le site de MONS ENERGIE peuvent ainsi être considérées comme non substantielles au titre de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement. Par conséquent, la demande formulée par l'exploitant ne justifie pas la présentation d'une nouvelle demande d'autorisation. Cependant, cette modification est considérée comme notable et doit être encadrée par des prescriptions complémentaires.

De même, l'arrêté ministériel du 26 août 2013 fixe de nouvelles dispositions applicables aux installations de combustion. Il convient de transposer, pour celles qui sont applicables au site de Mons-en-Baroeul, ces prescriptions réglementaires nouvelles.

Enfin, la société Mons Energie a sollicité une dérogation à certaines valeurs limites d'émission dans l'air fixées par l'arrêté ministériel précité. L'examen de cette demande permet d'y donner une suite favorable comme détaillé précédemment.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe 2. Il reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation du site de Mons Energie à Mons-en-Baroeul.

5. Conclusions et suites administratives

Le dossier présenté par le pétitionnaire apparaît être complet et régulier. Les modifications prévues peuvent être considérées comme non substantielles sous réserve du respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint.

Il est proposé en conséquence à Monsieur le Préfet que le dossier fasse l'objet d'une procédure sans enquête publique. L'activité sera réglementée dans le cadre d'un arrêté complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement. Un projet d'arrêté en ce sens est présenté en annexe 2 du présent rapport.

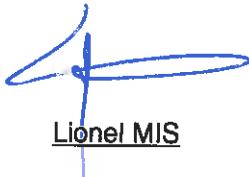
L'inspecteur de l'environnement,
Spécialité Installations Classées

Jérôme VANMACKELBERG



Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - A l'attention de Monsieur le Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel.

Lille, le **26 NOV. 2015**
P/Le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Lille



Lionel MIS

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Département du Nord – DIPP – BICPE

Lille, le **27 NOV. 2015**
P/Le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel,

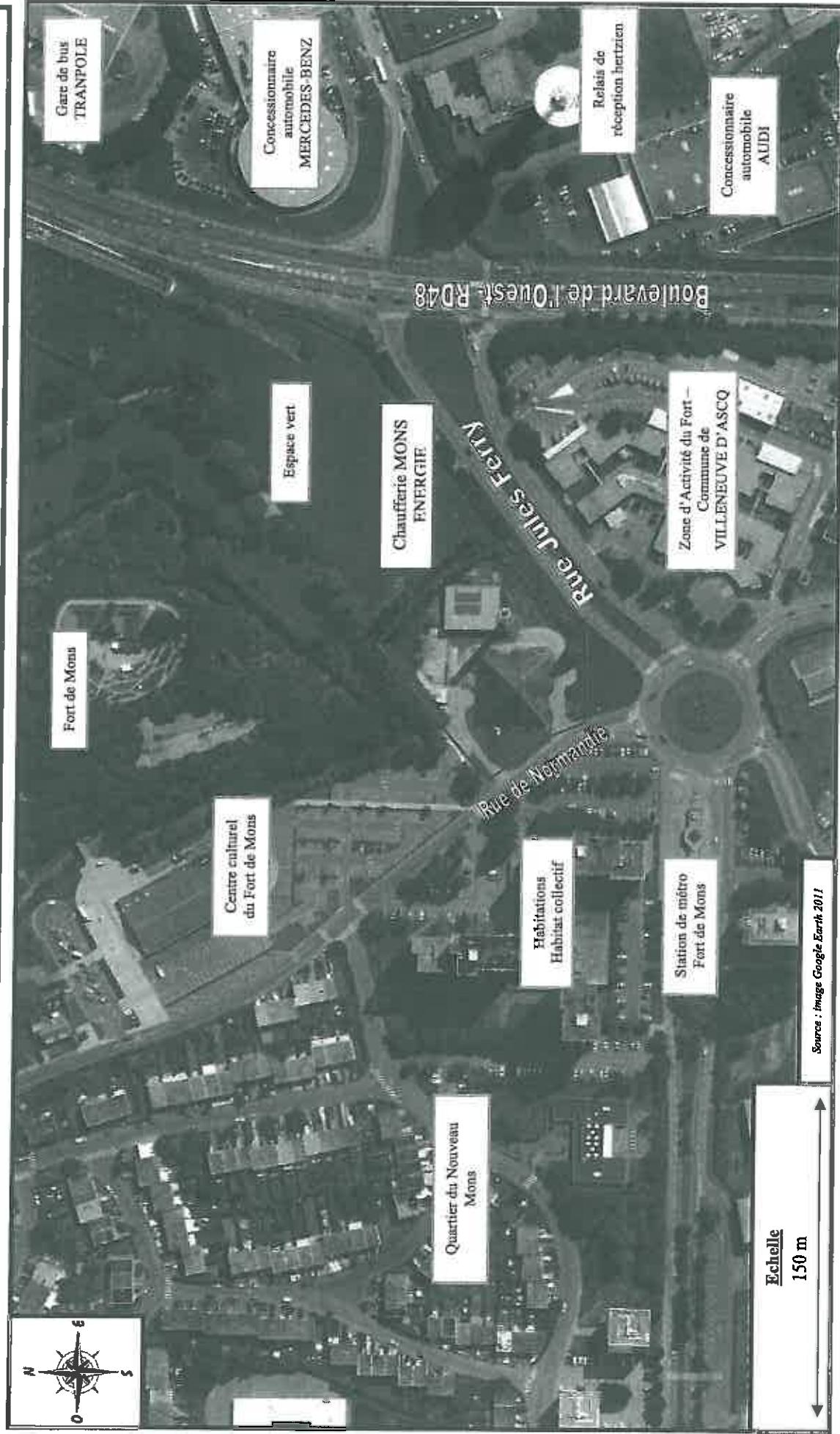


David TORRIN

Ancre ou rapport : plan d'implantation



CHAUFFERIE MONS ENERGIE - IMPLANTATION DU SITE DANS SON ENVIRONNEMENT





PREFET DE LA REGION
NORD PAS DE CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nord Pas-de-Calais

Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord

Vu les dispositions du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-31 et R.512-33,

Vu le décret n°2004.374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-François CORDET en qualité de Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais, préfet du Nord ;

Vu le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010_75_UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009, fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R512-33, R512-46-23 et R512-54 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2013, relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010, portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu le plan de protection de l'atmosphère révisé pour la région Nord-Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral portant approbation du plan de protection de l'atmosphère révisé pour la région Nord-Pas-de-Calais (signé les 24 et 27 mars 2014) ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 1er juillet 2014, relatif à la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère révisé pour le Nord-Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté interdépartemental du 27 octobre 2015 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant en région Nord Pas de Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 accordant à la SNC MONS ENERGIE l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une chaufferie à Mons-en-Baroeul ;

Vu la demande présentée le 15 janvier 2015 complétée le 01 avril 2015 par la SNC MONS ENERGIE dont le siège social est situé à Mons-en-Baroeul en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de combustion sur le territoire de la commune de Mons-en-Baroeul, Rue de Normandie ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu le rapport et les propositions en date du... de l'inspection de l'environnement ;

Vu l'avis en date du... du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

Vu le projet d'arrêté porté le... à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par en date du

Considérant que la demande susvisée ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation au titre de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'aucun danger ou inconvénient nouveau n'a été identifié lors de l'analyse du dossier susvisé ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les valeurs limites fixées dans le Plan de Protection de l'Atmosphère susvisé sont respectées ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'évolution des activités du site, comme prévu par l'article R512-31 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société en nom collectif MONS ENERGIE, dont le siège social est situé à Mons-en-Baroeul, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Mons-en-Baroeul, Rue de Normandie les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 accordant à la SNC MONS ENERGIE l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une chaufferie à Mons-en-Baroeul sont supprimées à compter du 01 janvier 2016 à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitation du site et sont remplacées par les dispositions du présent arrêté à compter de la même date.

Les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté relatives au fonctionnement de la chaufferie biomasse sont applicables dès notification.

ARTICLE 1.1.3 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement (1)
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	<ul style="list-style-type: none">• 1 chaudière de 9,45 MW PCI gaz naturel (G1)• 1 chaudière de 19,45 MW PCI gaz naturel (G2)• 1 chaudière de 18,33 MW PCI mixte fioul lourd / gaz naturel (G3)• 1 chaudière de 14,78 MW PCI mixte fioul lourd / gaz naturel (G4)• 1 centrale de cogénération fonctionnant au gaz naturel constituée de 2 moteurs de puissance 7,58 MW PCI (COGE1) et 9,6 MW PCI (COGE2) soit une puissance totale de 17,18 MW	2910-A-1	A
A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW			

	<ul style="list-style-type: none"> 1 nouvelle chaudière biomasse de 4,66 MW PCI (BIO1) 1 nouvelle chaudière biomasse de 7,00 MW PCI (BIO2) 1 groupe électrogène de sécurité de 0,3 MW PCI pour assurer l'alimentation électrique de la chaufferie biomasse <p>Puissance thermique cumulée de l'installation : 91,14 MW PCI Puissance thermique nominale de l'installation : 49,9 MW limitée par un dispositif de verrouillage des équipements sur le principe « tout ou rien »</p>		
Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	Stockage biomasse de 1 100 m ³	1532-3	D
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite, supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	<ul style="list-style-type: none"> 3 cuves enterrées double enveloppe de fioul lourd de volume unitaire 120 m³ 1 cuve de 2 m³ de fioul domestique pour l'approvisionnement du groupe électrogène 	4734-1.c	DC

(1) :

A : installations soumises à autorisation,

E : installations relevant du régime de l'enregistrement,

D : installations soumises à déclaration,

DC : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de l'environnement,

NC : installations non classées.

ARTICLE 1.2.2 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Superficie
Mons en Baroeul	AH 7	5 317 m ²
	AH 18p	7 401 m ²
	AH 17p	1 998 m ²
	AH16p	125 m ²
	AH81p	706 m ²
	AH460p	608 m ²
	AH459p	758 m ²
	AH83p	68 m ²

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3 AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est la suivante :

<u>Désignation</u>	<u>Surfaces</u>
Surfaces bâties :	
Chaufferie mixte	792 m ²
Cogénération	609 m ²
Chaufferie biomasse	1 303 m ²
Voiries et parkings	2 873 m ²
Espaces verts	11 124 m ²

ARTICLE 1.2.4 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment abritant la chaufferie mixte composée de 4 chaudières, les bâches d'alimentation en eau, les installations de traitement de l'eau, les échangeurs thermiques et les pompes du réseau de chaleur de la ville de Mons-en-Baroeul,
- un bâtiment abritant la centrale de cogénération, constituée de 2 moteurs,
- un bâtiment abritant la chaufferie biomasse auquel sont attenants le hall de stockage de la biomasse d'un volume de 1 100 m³ et la cheminée dédiée à cette chaufferie,
- des bureaux et locaux sociaux,
- une cheminée multiconduit permettant la diffusion des rejets atmosphériques de la chaufferie mixte et de la centrale de cogénération,
- 3 cuves enterrées de 120 m³ de fioul lourd.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1 CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1 PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2 MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3 EQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.6 CESSATION D'ACTIVITÉ

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 REGLEMENTATION

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L’ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1 RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2 ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1 DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 10.2.1.1	Rejets atmosphériques	Dans les six mois suivant la notification du présent arrêté puis périodiquement conformément aux dispositions de l'article 10.2.1.1
Article 10.2.3	Rejets aqueux	Au moins une fois par campagne de chauffage
Article 10.2.6	Niveaux sonores	Dans les 6 mois suivant la mise en service de la chaufferie biomasse

Articles	Documents à transmettre	PéIODICITÉS / ÉCHÉANCES
Article 1.6.1.	Porter à connaissance des modifications notables sur le site	Avant la réalisation des modifications notables
Article 1.6.2	Mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers en cas de modifications notables	Avant la réalisation des modifications notables
Article 1.6.5	Déclaration de changement d'exploitant	Dans le mois après le changement
Article 1.6.6.	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 2.4.1	Porter à la connaissance de Monsieur le Préfet les dangers ou nuisances non prévus sur le site	Dès leur identification
Article 2.5.1	Déclaration d'accident ou d'incidents Rapport d'accident Rapport d'incident	Dès que possible après l'accident ou l'incident Dans les 15 jours suivant l'accident Sur demande de l'inspection de l'environnement
Article 3.1.1	Information en cas d'indisponibilité de l'installation de traitement des effluents gazeux	Dans les 48 heures
Titre 6	Efficacité énergétique	Tous les 10 ans
Article 10.3.1	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Annuel (avant le 31 mars de l'année N+1) GIDAF
Article 10.3.2	Surveillance des déchets	Annuel
Article 10.3.3	Niveaux sonores	Dans le mois suivant la réception des résultats
Article 10.4.1	Bilans et rapports annuels	Annuel (avant le 31 mars de l'année N+1)

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Elles sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

L'exploitant rédige en particulier une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement du dispositif de traitement des rejets de la chaufferie biomasse. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation biomasse si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;
- d'informer l'inspection de l'environnement dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

La durée cumulée de fonctionnement de l'installation avec un dysfonctionnement ou une panne du dispositif de réduction des émissions ne peut excéder cent vingt heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de vingt-quatre heures et cent vingt heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
- l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour remettre les dispositifs d'épuration en exploitation dès que possible. Il remet dans les meilleurs délais à l'Inspection de l'Environnement un rapport sur l'incident, et notamment sur les causes, les moyens mis en œuvre pour y remédier et les niveaux d'émissions polluantes.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre

ARTICLE 3.1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des

appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes mentionnées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDES

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en marche continue maximale en m/s	Puissance ou capacité (MW)	Combustible	Autres caractéristiques
G1	chaudière N°1	1 cheminée multi conduit de 51 mètres	0,85	9 639	8	9,45	Gaz naturel	
G2	chaudière N°2		1,20	19 839	8	19,45	Gaz naturel	
G3	chaudière N°3		1,05	18 697	8	18,33	Fioul lourd TTCTS/Gaz naturel	
G4	chaudière N°4		1,00	15 076	8	14,78	Fioul lourd TTCTS/Gaz naturel	
COGE 1	moteur de cogénération N°1		0,80	23 202	8	7,58	Gaz naturel	couplé au réseau électrique
COGE 2	moteur de cogénération N°2		0,80	29 386	8	9,6	Gaz naturel	couplé au réseau électrique
BIO1	chaudière biomasse N°1	1 cheminée bi conduit de 51 mètres	0,55	5 872	12	4,66	Biomasse	
BIO2	chaudière biomasse N°2		0,70	8 820	12	7,00	Biomasse	

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

ARTICLE 3.2.3 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

-à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	G1	G2	G3		G4		COGE 1	COGE 2	BIO1	BIO2
	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Fioul Lourd TTBTS	Gaz naturel	Fioul Lourd TTBTS	Gaz naturel	Gaz naturel	Biomasse	Biomass e
Concentration en O₂ de référence	3%	3%	3%	3%	3%	3%	15%	15%	6 %	6%
Poussières	5	5	5	150	5	150	10	10	20	20
SO₂	35	35	35	1000	35	1000	10	10	200 ⁽¹⁾	200 ⁽¹⁾
NOX en équivalent NO₂	120	120	120	800	120	800	100	130	400	400
CO	100	100	100	100	100	100	100	100	200	200
COVNM	110	110	110	110	110	110	formaldéhyde : 15	formaldéhyde : 15	50	50
Dioxine et furanes	-	-	-	1,00E-7 I-TEQ	-	1,00E-7 I-TEQ	-	-	1,00E-7 I-TEQ	1,00E-7 I-TEQ
Cadmium (Cd) + Mercure (Hg) + Thallium (Tl)	0,1 0,05 par métal									
Arsenic (As) + Sélénium (Se) + Tellure (Te)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Plomb (Pb)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Antimoine (Sb) + Chrome III (CrIII) + Chrome VI (CrVI) + Cobalt (Co) + Cuivre (Cu) + Etain (Sn) + Manganèse (Mn) + Nickel (Ni) + Vanadium (V) + Zinc (Zn)	20	20	20	10	20	10	20	20	20	20
HAP	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,01	0,01
HF	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5
HCl	-	-	-	-	-	-	-	-	10	10

⁽¹⁾ la concentration moyenne annuelle est limitée à 100 mg/Nm³

Pour les chaudières G3 et G4, l'utilisation du fioul lourd est limitée à 20 jours cumulés pour les 2 chaudières / an et comptabilisés sur 3 années glissantes, hors pic de pollution comme détaillé au chapitre 9.1 du présent arrêté.

Les moteurs de cogénération sont autorisés à fonctionner du 1^{er} novembre au 31 mars.

L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO₂, NOx et poussières dans le cas où l'installation de combustion qui n'utilise que du combustible gazeux doit exceptionnellement avoir recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduaires. Il en informe immédiatement le préfet.

Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux maximaux en kg/h	G1	G2	G3		G4		COGE 1	COGE 2	BIO1	BIO2
	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Fioul Lourd TTBTS	Gaz naturel	Fioul Lourd TTBTS	Gaz naturel	Gaz naturel	Biomasse	Biomass e
Poussières	0,05	0,10	0,09	2,80	0,07	2,26	0,23	0,29	0,12	0,18
SO2	0,34	0,69	0,65	19,17	0,53	15,46	0,23	0,29	0,59	0,88
NOX en équivalent NO2	1,16	2,38	2,24	14,96	1,81	12,06	2,32	3,82	2,35	3,53
CO	0,96	1,98	1,87	1,92	1,51	1,55	2,32	2,94	1,17	1,76
COVNM	1,06	2,18	2,06	2,11	1,66	1,70	Formal déhyde : 0,35	Formal déhyde : 0,44	0,29	0,44
Dioxine et furanes	-	-	-	1,87E-9	-	1,51E-9	-	-	5,87E-10	8,82E-10
Cadmium (Cd) + Mercure (Hg) + Thallium (Tl)	0,97E-3	1,98E-3	1,87E-3	1,87E-3	1,51E-3	1,51E-3	2,32E-3	2,94E-3	5,87E-4	8,82E-4
Arsenic (As) + Sélénium (Se) + Tellure (Te)	0,97E-2	1,98E-2	1,87E-2	1,87E-2	1,51E-2	1,51E-2	2,32E-2	2,94E-2	5,87E-3	8,82E-3
Plomb (Pb)	0,97E-2	1,98E-2	1,87E-2	1,87E-2	1,51E-2	1,51E-2	2,32E-2	2,94E-2	5,87E-3	8,82E-3
Antimoine (Sb) + Chrome III (CrIII) + Chrome VI (CrVI)	1,93E-1	3,97E-1	3,74E-1	1,87E-1	3,02E-1	1,51E-1	4,64E-1	5,88E-1	1,17E-1	1,76E-1

+ Cobalt (Co) + Cuivre (Cu) + Etain (Sn) + Manganèse (Mn) + Nickel (Ni) + Vanadium (V) + Zinc (Zn)										
HAP	0,97E-3	1,98E-3	1,87E-3	1,87E-3	1,51E-3	1,51E-3	2,32E-3	2,94E-3	5,87E-5	8,82E-5
HF	-	-	-	-	-	-	-	-	0,03	0,04
HCl	-	-	-	-	-	-	-	-	0,06	0,09

Les flux de polluants annuels rejetés dans l'atmosphère sont par ailleurs inférieurs aux valeurs limites suivantes (passage non binaire du scénario 1 vers le scénario 2, glissement progressif possible du scénario 1 vers le scénario 2 en fonction de la demande du réseau électrique national) :

Scénario 1 : 1 moteur de cogénération en fonctionnement continu du 1er novembre au 31 mars

Flux annuel en t/an	Poussières	SO2	NOX en équivalent NO2	CO
Chaudière biomasse	1,10	5,48	21,92	10,96
Chaudière mixte fioul lourd TTBTS	0,69	4,60	3,68	0,46
Chaudières mixte gaz naturel	0,09	0,65	2,21	1,85
Cogénération	1,04	1,04	13,57	10,44
Total	2,92	11,77	41,38	23,71

Scénario 2 : 1 moteur de cogénération en fonctionnement continu et 1 moteur de cogénération en fonctionnement intermittent durant la période allant du 1er novembre au 31 mars, dans la limite de la puissance autorisée à l'article 1.2.1

Flux annuel en t/an	Poussières	SO2	NOX en équivalent NO2	CO
Chaudière biomasse	1,10	5,48	21,92	10,96
Chaudière mixte fioul lourd TTBTS	0,06	0,46	0,36	0,05
Chaudières mixte gaz naturel	0,06	0,46	1,57	1,31
Cogénération	1,67	1,67	21,71	16,70
Total	2,89	8,07	45,56	29,02

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau public	1000

ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Tous les appareils, capacités et circuits utilisés pour un traitement de quelque nature que ce soit, alimentés par un réseau d'eau public ou un forage en nappe, sont dotés d'un dispositif de disconnection destiné à protéger ce réseau ou la nappe d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau.

ARTICLE 4.1.3 ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas d'arrêté préfectoral cadre en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de Nord, l'exploitant met en place des actions visant à réduire sa consommation d'eau.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.4.1 PROTECTION CONTRE DES RISQUES SPÉCIFIQUES

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

ARTICLE 4.2.4.2 ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement),
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux résiduaires industrielles : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,...,
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches,...

L'ensemble des effluents sont rejetés dans le réseau d'assainissement unitaire communautaire et aboutissent à la station d'épuration de Marquette-lez-Lille. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec l'autorité compétente en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte et précisent les valeurs limites à respecter. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toiture) de la chaufferie biomasse sont séparées des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toiture) de la chaufferie biomasse sont en partie infiltrées au moyen d'une noue. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont également infiltrées en partie après traitement. Le trop plein de la noue est rejeté dans le réseau d'assainissement communautaire.

Le site est équipé de 2 séparateurs d'hydrocarbures aptes à traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces dispositifs de traitement sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence à minima décennale.

L'exploitant justifie, le cas échéant, la nécessité d'utiliser des produits de traitements (antitartres organiques, biocides, biodispersants, anticorrosion) pouvant entraîner des rejets de composés halogénés, toxiques ou polluants

dans les eaux de refroidissement. Une étude d'impact des rejets liés à l'utilisation de ces produits est réalisée à cet effet.

Les détergents utilisés sur site sont biodégradables à 90%.

ARTICLE 4.3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3 GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 4.3.4 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils font l'objet d'une surveillance préventive réalisée selon une fréquence semestrielle. Cette surveillance fait l'objet d'un enregistrement.

Les dispositifs sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJET

La localisation des points de rejets est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4.3.6 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

ARTICLE 4.3.6.1 CONCEPTION

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet

ARTICLE 4.3.6.2 AMÉNAGEMENT

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.7 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8 GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration maximale en mg/l (sur échantillon moyen 24h)
MES	30
Cadmium et ses composés	0,05
Plomb et ses composés	0,1
Mercure et ses composés	0,02
Nickel et ses composés	0,5
DCO	125

AOX	0,5
Hydrocarbures totaux	10
Azote global	30
Phosphore total	10
Cuivre dissous	0,5
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,5 dont 0,1 pour le chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome
Sulfates	2 000
Sulfites	20
Sulfures	0,2
Fluor et composés (en F)	30
Zinc dissous	1
Débit moyen	10 m ³ /j

ARTICLE 4.3.10 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.11 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.12 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/L)
Hydrocarbures totaux	5
MES	35
DBO5	25
DCO	40
Azote global	10

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 5 857 m².

Les eaux pluviales de toiture de la chaufferie biomasse et des voiries situées au Nord Est du bâtiment cogénération sont partiellement rejetées après traitement par un séparateur d'hydrocarbures dans une noue de tamponnement et d'infiltration située à l'ouest de la chaufferie biomasse.

Le trop plein de la noue est rejeté dans le réseau d'assainissement communautaire à un débit de fuite forfaitaire de 4 l/s.

TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des sous-produits et déchets issus de ses activités selon les meilleures techniques disponibles en s'appuyant sur le document de référence, et le respect de la hiérarchie des modes de gestion des déchets de l'article L.541-1 du Code de l'Environnement, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

Les déchets dangereux et non dangereux sont séparés de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les sous-produits et déchets issus de la combustion (cendres volantes, cendres de foyer, gypses de désulfuration, mâchefers, résidus d'épuration des fumées, etc.) sont comptabilisés et stockés séparément. Ils sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché (ciment, béton, travaux routiers, comblement, remblai...).

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Le stockage et le transport des sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc.) pour les populations et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS GERÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5 DÉCHETS GERÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6 TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Tonnage annuel
Cendres sous foyer humidifiées issues de la combustion de la biomasse	10 01 01	800 t
Cendres volantes issues du filtre à manche (biomasse)	10 01 03	400 t
DIB en mélange : papiers, cartons, bidons vides	20 03 01	7 t
Boues issues du séparateur d'hydrocarbures	13 05 02*	5 t
Suies résiduelles issues de la combustion de la chaufferie mixte	10 01 04*	2 t

TITRE 6 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE ET LUTTE CONTRE LES GAZ A EFFET DE SERRE

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

L'exploitant fait réaliser tous les 10 ans par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidaire, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 7.1.2 VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 7.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée les plus proches du site sont :

- les immeubles d'habitation du quartier du Nouveau Mons (tours America) à environ 70 mètres à l'Ouest (ZER_Ouest) ;
- une zone de bureaux implantés à environ 75 mètres au Sud.

ARTICLE 7.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible LP_Ouest : Rue de Normandie LP_Sud : Rue Jules Ferry LP_Nord : Allée du train de Loos	57 dB(A) (L50) 60 dB(A) 55 dB(A)	44 dB(A) (L50) 51 dB(A) 50 dB(A)

ARTICLE 7.2.3 POINTS DE MESURE

Figure en annexe (plan page 192) au présent arrêté la localisation des points de mesure de référence utilisés pour vérifier le respect des valeurs réglementaires précitées (en limites de propriété et en terme d'émergence en Zones à Emergence Réglementée).

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

ARTICLE 7.3.1 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GENERALITES

ARTICLE 8.1.1 ACCÈS - AMENAGEMENT

I. Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations. Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'établissement.

II. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

III. Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel.

Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Les chaudières produisant de la vapeur sous une pression supérieure à 0,5 bar ou de l'eau surchauffée à une température de plus de 110 °C sont situées à plus de dix mètres de tout local habité ou occupé par des tiers et des bâtiments fréquentés par le public. Les locaux abritant ces chaudières ne sont pas surmontés d'étages et sont séparés par un mur de tout local voisin occupant du personnel à poste fixe.

IV. La cogénération doit se situer à plus de 10 mètres des limites de propriété.

Le stockage de fioul est implanté à plus de 10 mètres des bâtiments occupés ou utilisés par des tiers.

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Les installations de combustion doivent être implantées, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage.

Les locaux abritant les installations de combustion présentent la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible).

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.

Les locaux à risque (transformateurs, compresseurs,...) sont isolés par des parois REI 120 et des portes REI 60 (munies de ferme-portes).

Les bouteilles d'oxygène et d'acétylène ne doivent pas être entreposées dans les locaux abritant des installations de combustion.

ARTICLE 8.1.2 VENTILATION - DESENFUMAGE

I. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

II. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

III. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation et conforme aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 8.1.3 STOCKAGE

I. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

II. Les stockages de combustibles aériens sont isolés par rapport aux installations de combustion, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.

La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation.

III. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance.

ARTICLE 8.1.4 EXPLOITATION

I. Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles relatives aux équipements sous pression.

II. L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée leur est dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'emargement.

III. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

ARTICLE 8.1.5 LOCALISATION DES RISQUES

I. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

II. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. La présence de ce risque est matérialisée par des marques au sol ou des panneaux et sur un plan de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

ARTICLE 8.1.6 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES

I. Dans les parties de l'installation visées à l'article 8.1.5 du présent arrêté et présentant un risque « atmosphères explosives », les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.

Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

II. Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent. En particulier, les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

ARTICLE 8.1.7 CONSIGNES D'EXPLOITATION ET PROCÉDURES D'URGENCE

I. La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de délivrance des « permis d'intervention » prévus à l'article 8.1.8 du présent arrêté ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévu à l'article 3.1.1 du présent arrêté.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

II. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues au titre IV du présent arrêté ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire).

Ces procédures sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 8.1.8 VERIFICATIONS PERIODIQUES - TRAVAUX

I. L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

II. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

III. Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être réalisés qu'après la délivrance d'un « permis d'intervention » faisant suite à une analyse des risques correspondants et l'établissement des mesures de préventions appropriées, et en respectant les règles de consignes particulières.

IV. Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

V. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.

VI. Les soudeurs ont une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

ARTICLE 8.1.9 ALIMENTATION - DETECTION

I. Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

II. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.

Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.

Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.

III. L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.1.6 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 8.1.6 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

IV. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Une alarme alerte les opérateurs en cas de dérive.

V. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible dans l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

(1) *Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.*

(2) *Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.*

(3) *Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

ARTICLE 8.1.10 EQUIPEMENT DES CHAUFFERIES ET SUIVI DES CHAUDIÈRES

I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

III. L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :

- nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local « combustion », des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement des eaux ;
- rendement caractéristique de chaque chaudière calculé au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultat des mesures et vérifications et visa des personnes ayant effectué ces opérations, consignation des observations faites et suites données ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse ;
- consommation annuelle de combustible ;

- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ;
- indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement.

Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et, le cas échéant, leur durée.

Un contrôle périodique est assuré et comporte :

- le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle ;
- la vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique ;
- la vérification de la qualité de la combustion et du bon fonctionnement des chaudières composant l'installation thermique ;
- la vérification de la tenue du livret de chaufferie.

L'exploitant conserve un exemplaire du compte rendu de l'expert pendant une durée minimale de sept années, et le tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des agents mentionnés à l'article L. 226-2 du Code de l'Environnement.

Lors d'un contrôle périodique, l'exploitant doit fournir à l'expert procédant au contrôle le compte rendu des contrôles précédemment effectués.

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder trois ans.

Les installations thermiques neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de douze mois à compter de leur mise en service.

Lorsque l'installation thermique contrôlée n'est pas conforme aux obligations prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé ou aux meilleures technologies disponibles (économiquement et économiquement acceptables), l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier, dans un délai de trois mois à compter de la réception du compte rendu de la visite de contrôle.

ARTICLE 8.1.11 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

ARTICLE 8.2.1 ACCESSIBILITÉ

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 8.2.2 ACCESSIBILITÉ DES ENGINS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournelement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

ARTICLE 8.2.3 DÉPLACEMENT DES ENGINS DE SECOURS À L'INTÉRIEUR DU SITE

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

ARTICLE 8.2.4 ÉTABLISSEMENT DU DISPOSITIF HYDRAULIQUE DEPUIS LES ENGINS

A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

CHAPITRE 8.3 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.5 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un dispositif d'aspersion automatique d'eau du système d'alimentation en biomasse des chaudières couplé à une sonde de température "trop élevée".

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à jour les procédures relatives à la conduite à tenir en cas de sinistre ; il réalise régulièrement des exercices de mise en situation et assure la traçabilité associée.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION ET CONFINEMENT DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé au sein de la fosse de stockage de biomasse, d'un volume de 1 100 m³, ou d'une fosse bétonnée de 130 m³ localisée près de la chaufferie mixte.

Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant maintient un volume de confinement minimal de 139 m³ comprenant 120 m³ pour l'extinction et 19 m³ pour les eaux de pluie.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

CHAPITRE 8.5 PLAN DE SECOURS

ARTICLE 8.5.1 SYSTÈME D'ALERTE INTERNE

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

L'alarme pour l'évacuation du personnel est audible en tout point du bâtiment. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

ARTICLE 8.5.2 PLAN D'INTERVENTION INTERNE

L'exploitant dispose d'un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention interne doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
 - pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
 - les principaux numéros d'appels ;
 - des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants, ...) ;
 - l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;
 - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;
 - toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle ;
 - les modalités d'alerte en vue d'une évacuation précoce des tiers susceptibles d'être impactés en cas de départ de feu et en particulier les mesures à prendre vis-à-vis de la SNCF, compte tenu des voies ferrées qui jouxtent le site.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services d'Incendie et de secours ainsi qu'au responsable du centre de secours dont le site dépend.

Ce Plan d'Intervention Interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles

d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention interne ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

CHAPITRE 8.6 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

1. Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent tel que défini par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

2. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

3. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

4. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

5. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

6. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention identifiés à l'issue de l'étude technique sont installés et mis en œuvre par un organisme compétent dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

7. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

8. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

9. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

10. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

11. Les paratonnerres à source radioactive sont interdits.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHAUDIÈRES FONCTIONNANT AU FIOUL LOURD (G3 ET G4)

Le fonctionnement au fioul lourd des chaudières G3 et G4 est strictement limité à un total de 20 jours / an pour les 2 chaudières et comptabilisés sur 3 années glissantes en application des dispositions de l'article 3.2.3 du présent arrêté.

En cas de dépassement du seuil d'alerte prévu par l'arrêté interdépartemental du 27 octobre 2015 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant en région Nord-pas-de-Calais, l'utilisation du fioul lourd pour les chaudières G3 et G4 est interdite.

Cette disposition ne s'applique pas en cas de rupture de l'alimentation en gaz naturel ou d'indisponibilité totale de la chaufferie biomasse (incident technique, rupture de l'approvisionnement en biomasse,...).

Les chaudières G3 et G4 sont mises à l'arrêt dès lors qu'elles ont atteint 17 500 heures d'exploitation (à compter du 1^{er} janvier 2016) et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023.

Au-delà de ces 17 500 heures de fonctionnement ou après le 31 décembre 2023, l'exploitation des chaudières G3 et G4 est possible sous réserve d'obtenir une nouvelle autorisation du préfet qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. L'installation est alors considérée comme une installation nouvelle et elle est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 en fonction de la date de cette dernière autorisation.

À partir du 1^{er} janvier 2016, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) un relevé du nombre d'heures d'exploitation des chaudières G3 et G4. Chaque année, le relevé portant sur l'année n est transmis avant le 1^{er} mars de l'année (n+1). Ce relevé indique *a minima* le nombre d'heures d'exploitation des chaudières sur l'année écoulée, mais également depuis le 1^{er} janvier 2016.

CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 1532 - STOCKAGE DE BOIS (D)

Le stockage de biomasse est réalisé dans une fosse enterrée de 1 100 m³ qui présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ;
- les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 si d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 si d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;
- portes intérieures EI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1).

La fosse est aménagée de manière à permettre l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les éventuelles commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

CHAPITRE 9.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 4734 – STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Les installations à déclaration relevant de la rubrique 4734 sont régies par les arrêtés types qui leur sont applicables, en particulier :

- l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- l'arrêté du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.1.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 10.1.2 MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.2.1 AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 10.2.1.1. Fréquence et nature des mesures

L'auto surveillance par la mesure des émissions atmosphériques est réalisée dans les six mois suivant la notification du présent arrêté puis périodiquement, conformément aux dispositions du présent arrêté. Une fréquence semestrielle correspond à deux mesures sur la période de chauffe, lorsque cette période dure plus de six mois.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010, portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Chaudière biomasse :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
T°, pression, O ₂ , NOx, poussières, CO, SO ₂	Continu	Oui
COVNM, HAP, métaux, HCl, HF, dioxine et furane	Annuelle	Non

La mesure en continu du SO₂ n'est pas obligatoire si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites prescrites à l'article 3.2.3.

L'exploitant réalise alors :

- une mesure semestrielle de ce paramètre ;
- une estimation journalière des rejets basées sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

Chaudière en fonctionnement fioul lourd :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
T°, pression, O ₂ , NOx, poussière*, CO	Continu	Oui
SO ₂	Toutes les 120 heures de fonctionnement + estimation journalière lors des jours de fonctionnement	Non
COVNM, HAP, métaux	Toutes les 720 heures de fonctionnement	Non

* La mesure en continu des poussières peut être remplacée par la mesure permanente d'un paramètre représentatif du fonctionnement de l'installation ou par une mesure périodique si les émissions caractéristiques de l'installation sont connues et facilement déterminées par calcul pour assurer une surveillance continue des émissions.

Chaudière en fonctionnement gaz naturel :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
T°, pression, O ₂ , NOx, CO	Continu	Oui
Poussière, SO ₂	Semestrielle + estimation journalière pour le SO ₂	Non

Cogénération :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
T°, pression, O ₂	Surveillance permanente d'un paramètre représentatif du fonctionnement de l'installation et étalonnage trimestriel	Non
SO ₂	Semestrielle + estimation journalière	Non
NOx	Trimestrielle	Non
Poussière	Semestrielle	Non

ARTICLE 10.2.1.2. Plate-forme et points de mesure

La mesure en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

L'homogénéité de l'écoulement gazeux est considérée comme assurée par le respect des longueurs droites sans obstacle en amont et en aval. Elle est aussi considérée comme assurée lorsque des études ou des mesures

comparatives ont montré que les aménagements aérodynamiques de la section de mesure présentent une homogénéité équivalente.

Les appareils de mesure mis en place pour satisfaire aux prescriptions de l'article 10.2.1.1, et notamment les appareils de mesure en continu, sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher la mesure périodique de la concentration en poussières, et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci ;

- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles éventuelles de la concentration en poussières (en particulier pour le calibrage des appareils à principe optique).

ARTICLE 10.2.1.3. Exploitation et contrôle des appareils de mesure

I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.

La procédure QAL 2 est renouvelée :

- tous les cinq ans ; et

- dans les cas suivants :

- dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou
- après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; ou
- après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).

III. Pour les installations fonctionnant moins de cinq cent heures d'exploitation par an, la procédure QAL 2 peut être adaptée en effectuant uniquement cinq mesurages en parallèle entre la SRM (méthode de référence) et l'AMS (système de mesure automatique d'autosurveillance).

Les mesures obtenues en injectant les gaz de zéro et de sensibilité sur l'AMS sont pris en compte pour la détermination de la droite d'étalonnage.

La réalisation du test annuel de surveillance peut également être remplacée par une comparaison des mesures en continu issues des analyseurs et de celles issues des contrôles visés au IV du présent article.

IV. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues au présent article par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Article 10.2.1.4. Intervalle de confiance des résultats

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 % ;
- SO₂ : 20 % ;
- NOx : 20 % ;
- poussières : 30 %

Article 10.2.1.5. Conditions de respect des valeurs limites

Article 10.2.1.5.1 : Mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 du présent arrêté ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 du présent arrêté ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 10.2.1.5.2 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé.

Article 10.2.1.5.2 : Moyennes

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 10.2.1.4 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 10.2.1.5.3 du présent arrêté.

Article 10.2.1.5.3 : Mesures hors mesures en continu

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément aux dispositions du présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

ARTICLE 10.2.2 RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

ARTICLE 10.2.3. FRÉQUENCES, ET MODALITÉS DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS AQUEUX

Lors d'une phase représentative du fonctionnement de la chaufferie, l'exploitant doit faire procéder, au moins une fois par campagne de chauffe, aux prélèvements, mesures et analyses concernant les polluants visés à l'article 4.3.9. du présent arrêté. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons moyens non décantés.

L'exploitant met en oeuvre une autosurveillance de la qualité de ses rejets d'eaux pluviales a minima une fois par an sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3.12. Les enregistrements correspondants à ces mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 10.2.4 SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Ce registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 10.2.5 DÉCLARATION

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

ARTICLE 10.2.6 AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service de la chaufferie biomasse. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 10.3.1 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin du mois de mars de l'année N+1 un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses de l'année précédente imposées au chapitre 10.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 10.1, des

modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). Il sont par ailleurs tenus à la disposition permanente de l'Inspection de l'Environnement pendant une durée de 10 ans.

L'Inspection de l'Environnement peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

ARTICLE 10.3.2 BILAN DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article 10.2.4.

ARTICLE 10.3.3 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.6 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 10.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 10.4.1 BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau. Le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'Inspection de l'Environnement, les substances suivantes :
 - poussières
 - SO_x
 - CO₂
 - CH₄
 - CO
 - N₂O
 - NO_x
 - cendres

Les seuils de déclaration des émissions polluantes définis en annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé sont remplacés par les seuils suivants :

- oxydes d'azote (NO_x) : 50 t/an sauf pour les installations de combustion de puissance unitaire supérieure à 20 MWth pour lesquels le seuil est à 0,
- oxydes de soufre (SO_x) : 70 t/an,
- poussières totales : 70 t/an sauf pour les installations de combustion de puissance unitaire supérieure à 20 MWth pour lesquels le seuil est à 0,
- particules PM₁₀ : 25 t/an.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'Inspection de l'Environnement une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'Inspection de l'Environnement (GEREP).

TITRE 11 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 11.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lille :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

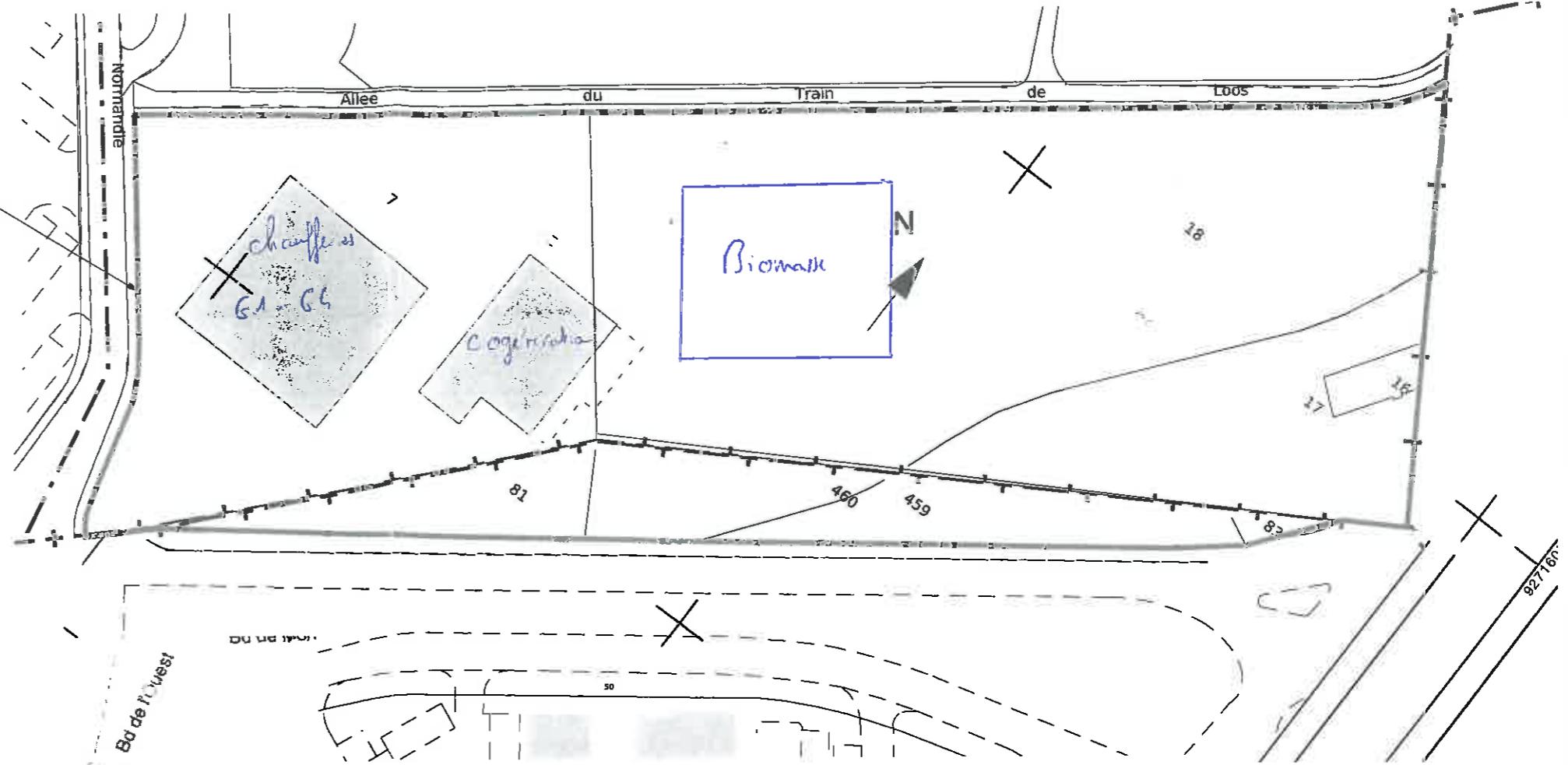
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11.1.2. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord, le Sous-préfet de l'arrondissement de Lille, le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Mons-en-Baroeul et à la société MONS ENERGIE.

Annexe 1 Plan de situation

**Limite terrain
convention d'exploitation
Parcelles n° 7; 81; 460; 459;
83; 17 et 16**



PLAN DE SITUATION



PLAN DE CADASTRE

1/1000

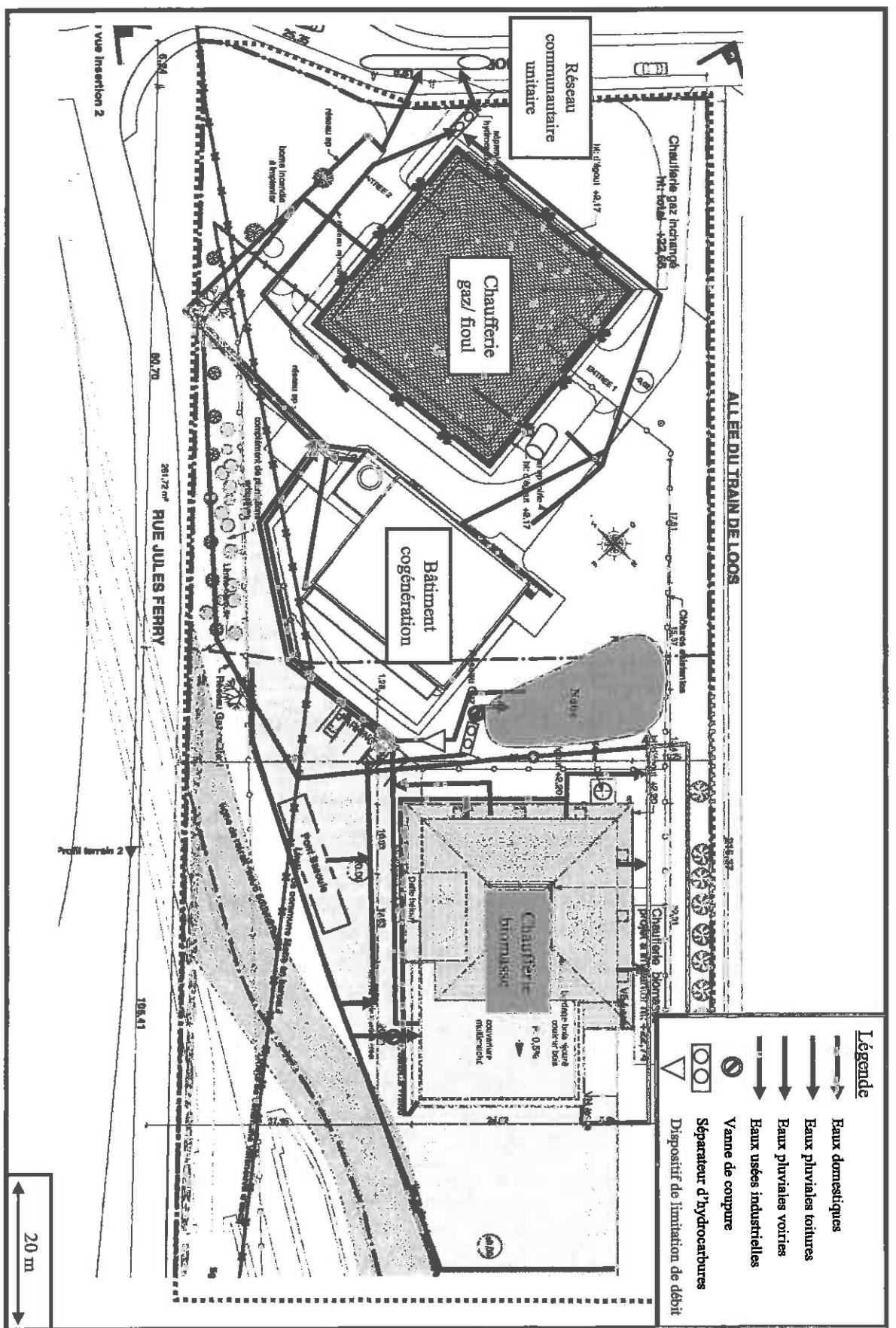
**Parcelles de terrain concernée
par la présente demande**

CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE A MONS EN BAROEUL		PC 1
Maître d'ouvrage: MONS ENERGIE 37, avenue Delattre de Tassigny, ST ANDREE 59350,	DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE	Architecte: Marc VARLET 72 bis rue Francisco Ferrer 59000 LILLE
	PLAN DE SITUATION + CADASTRE	
Plan N°: 1	PLANS EXISTANTS	

Annexe 2 : Plan de vue et plan de rive

KALIÈS

CHAUFFERIE DE MONS ENERGIE - RESEAUX D'ASSAINISSEMENT



Annexe 3: Localisation des point de mesure de l'million sonore



CHAUFFERIE DE MONS ENERGIE - RÉSULTATS DE MESURES ACoustiques

